



COMMUNIQUÉ

Paris 15 mars 2022

Le Groupe d'Initiative France-Rwanda, GIFR en sigle, proteste contre la visite à Paris d'une délégation militaire du Rwanda conduite par le général Jean Bosco Kazura, chef d'État-Major des RDF - Forces Rwandaises de Défense.

Le Groupe d'Initiative France-Rwanda, GIFR en sigle, a appris avec stupeur, colère et indignation, la visite à Paris d'une délégation militaire du Rwanda conduite par le général Jean Bosco Kazura, chef d'État-Major des Forces de Défenses rwandaises, sur invitation de son homologue français. La délégation a été reçue avec tous les honneurs par le chef d'État-Major des armées, le général Thierry Burkhard.

Après les visites en France du général-président rwandais Paul Kagamé en septembre 2011 et en mai 2021, il s'agit du premier déplacement officiel d'officiers de l'armée rwandaise en France depuis plus de 25 ans.

La délégation rwandaise rencontrera par ailleurs des membres importants du Patronat français, dont Total et certaines autres grandes entreprises françaises.

Comme lors des visites successives du président Paul Kagame à Paris, les droits de l'homme et l'honneur de la République vont, le temps de cette visite pour le moins inopportune, céder la place à une certaine realpolitik, au nom du business.

Il est évident que les contrats nucléaires, gaziers, pétroliers et miniers que les grandes entreprises signent avec les délégations du régime totalitaire du Rwanda, incluant la réexportation des minerais du Congo par le Rwanda, renforcent le pouvoir d'un régime responsable des pires crimes contre son peuple et les autres peuples de la région des Grands Lacs Africains et encouragent ainsi la poursuite des conflits armés dans la Région des grands lacs.

S'y ajoute qu'à la demande insistante de la France, l'Union européenne (UE) planche depuis le mois de septembre dernier sur les modalités d'un soutien financier direct à l'armée rwandaise dans son effort de guerre en République Centrafricaine et au Mozambique. Ce soutien financier devrait se formaliser via le mécanisme de *Facilité européenne pour la paix* (FEP) créé en mars 2021 par le Conseil européen. Pareille décision aura pour conséquence de transformer le Rwanda en gendarme de l'Afrique au détriment des autres pays de la région. Cet appui inespéré donne des ailes au dictateur Paul Kagame, assez pour qu'il puisse se permettre, le 8 février



2022, de menacer publiquement la République Démocratique du Congo d'intervenir sur son territoire, quand il le veut et sans l'accord préalable des autorités congolaises. En donnant l'impression de chouchouter un chef d'État belliqueux en conflits incessants avec ses voisins, le gouvernement français et l'Union européenne contribuent à attiser les guerres qui continuent d'ensanglanter la région d'Afrique des grands lacs depuis trois décennies.

La visite de la délégation conduite par le chef d'État-Major des Forces de Défenses rwandaises constitue donc une insulte à l'égard des millions de victimes innocentes congolaises, rwandaises, burundaises, espagnoles, canadiennes et françaises massacrées par l'armée du dictateur Paul Kagame entre 1993 et 2003 au Rwanda et en République Démocratique du Congo (RDC).

Tout se passe comme si Paris et Kigali avaient un lourd passé à faire oublier. Les deux capitales ont amorcé un dégel de leur relation avec deux objectifs en ligne de mire : le retour de la France en tant que partenaire économique dans la région des grands lacs, et l'amnésie mutuelle des crimes respectifs. Afin que les autorités rwandaises passent l'éponge sur l'implication pourtant non avérée de la France dans le génocide des Tutsi, les autorités françaises ne dénoncent pas le rôle du Rwanda dans la déstabilisation de la RDC et le massacre de millions de Congolais et de Rwandais.

En conséquence, compte tenu de ce qui précède, le Groupe d'Initiative France-Rwanda, *GIFR* en sigle, alerte l'opinion française et internationale et invite ses membres, les parents et amis des victimes des crimes du FPR, toutes les personnes de bonne volonté soucieuses de voir enfin la Justice et la paix régner dans la région des Grands Lacs à :

- MANIFESTER notre indignation contre la venue en France d'une délégation militaire dirigée par le Général Jean Bosco KAZURA accusé par la Justice espagnole, d'assassinat et d'attentat terroriste ayant causé la mort de plusieurs citoyens français, rwandais et burundais ;
- DÉNONCER les immixtions politiques dans les procédures judiciaires engagées par la justice contre Paul Kagame et ses proches collaborateurs dans l'affaire de l'attentat terroriste contre l'avion présidentiel du Rwanda le 6 avril 1994 ;
- DEMANDER que la France, pays des droits de l'homme et membre du Conseil de sécurité de l'ONU, apporte tout son appui politique et diplomatique au Docteur Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix 2018 qui milite pour la mise en application immédiate des recommandations du Rapport Mapping publié le 1^{er} octobre 2010 par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, lequel rapport accuse les troupes du général Kagame de violations les plus graves des droits humains et du droit international humanitaire commises au Congo entre mars 1993 et juin 2003, et préconise la création



- d'un Tribunal international ad hoc chargé de poursuivre et de juger les criminels mis en cause par ce rapport ;
- DÉNONCER les connivences coupables entre certaines grandes entreprises françaises et le régime totalitaire de Kigali dont les troupes continuent de piller les richesses de la RDC et de massacrer impunément les populations d'Afrique des grands lacs ;
 - DEMANDER au gouvernement français de mener des enquêtes sur les responsabilités des sociétés minières étrangères dans les crimes commis en République Démocratique du Congo pendant les guerres de 1996 à 2003, et dans lesquels seraient impliquées des entreprises françaises du CAC 40 dont les activités ont été dénoncées par l'ONU.
 - DEMANDER au gouvernement français de s'en tenir à des relations minimales avec le régime rwandais du fait de ses manquements démocratiques, et de ne rien entreprendre sur le plan diplomatique ou judiciaire qui puisse contribuer à dédouaner les dirigeants rwandais de leurs responsabilités dans les crimes commis au Rwanda et en RD Congo.
 - DEMANDER l'arrêt des harcèlements et persécutions dont sont victimes les citoyens français d'origine rwandaise et les réfugiés rwandais en France et dans le monde ;
 - EXIGER l'expulsion immédiate des escadrons de la mort dits *INTORE* envoyés par le régime de Paul Kagame pour traquer ses opposants dans l'Hexagone et dans les autres pays membres de l'Union européenne ;
 - EXIGER la libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers politiques et activistes des droits humains, ainsi que l'arrêt des assassinats cycliques d'opposants au régime totalitaire de Paul Kagame.

Fait à Paris, le 15 mars 2022

Le Groupe d'Initiative France-Rwanda, GIFR en sigle

Déclaration dûment transmise aux destinataires ci-après :

- Son Excellence Emmanuel Macron, président de la République Française, Élysée
- Assemblée Nationale française
- Sénat français
- Union Européenne
- MEDEF

GIFR : protester contre la visite du Général Jean Bosco Kazura à Paris, 15 Mars 2022

gifrmedia@gmail.com



Groupe d'Initiative France-Rwanda
gifrmedia@gmail.com

GIFR : protester contre la visite du Général Jean Bosco Kazura à Paris, 15 Mars 2022

gifrmedia@gmail.com